

515765-2026 - Competition

Belgium – Archaeological services – Marché de services : opération archéologique (fouille et mise en ordre) sur le site du Chenois à Yvoir

OJ S 142/2026 27/07/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Service public de wallonie

Email: wrong.email@email.be

Legal type of the buyer: Regional authority

Activity of the contracting authority: General public services

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Marché de services : opération archéologique (fouille et mise en ordre) sur le site du Chenois à Yvoir

Description: Il s'agit de la réalisation d'une opération archéologique concernant une surface d'environ 40 000 m2 sur un terrain sis Route d'Evrehailles (en face du n°72) à 5530 Yvoir /Evrehailles sur d'anciennes pâtures et terrains agricoles (parc. cad. 1DIV. B 320 a4/f4/g4) et en la réalisation d'une mise en ordre, soit la mise au net des données de terrain et la réalisation du Rapport Final d'Intervention dans les bureaux de la Direction Opérationnelle Zone Centre - Namur. Vous trouverez en annexe de cet avis le document d'aide "Comment soumettre une offre".

Procedure identifier: fecba574-7d2b-42d6-a1f5-0fdb337e75ba

Internal identifier: A2.00.06-25-9673

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71351914 Archaeological services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Dinant (BE351)

Country: Belgium

2.1.4. General information

This procedure will be relaunched

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: A2.00.06-25-9673 - 1

Description: Il s'agit de la réalisation d'une opération archéologique concernant une surface d'environ 40 000 m2 sur un terrain sis Route d'Evrehailles (en face du n°72) à 5530 Yvoir /Evrehailles sur d'anciennes pâtures et terrains agricoles (parc. cad. 1DIV. B 320 a4/f4/g4) et en la réalisation d'une mise en ordre, soit la mise au net des données de terrain et la réalisation du Rapport Final d'Intervention dans les bureaux de la Direction Opérationnelle Zone Centre-Namur (AWaP). Vous trouverez en annexe de cet avis le document d'aide "Comment soumettre une offre".

Internal identifier: 1

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71351914 Archaeological services

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Arr. Dinant (BE351)

Country: Belgium

5.1.3. Estimated duration

Duration: 4 Years

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 0

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 441 383,99 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Tender requirement

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.10. Award criteria

Description of the method to be used if weighting cannot be expressed by criteria: - Critère de prix TVAC : 60/100 - Critère de la qualité scientifique de la prestation : 40/100, expérience des prestataires (pour le travail sur le terrain : 20/40 - pour le travail en bureau ou en entrepôt : 20/40).

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://www.publicprocurement.be/publication-workspaces/98df9d22-4882-4d79-8db8-2065731c01e5/documents>

Ad hoc communication channel:

URL: <https://www.publicprocurement.be/publication-workspaces/98df9d22-4882-4d79-8db8-2065731c01e5/forum>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.publicprocurement.be/supplier/enterprises/0/tendering-workspaces/publication-workspace-detail/98df9d22-4882-4d79-8db8-2065731c01e5/general>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Advanced or qualified electronic signature or seal (as defined in Regulation (EU) No 910/2014) is required

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 28/08/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 120 Days

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

No framework agreement

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Review organisation: Conseil d'Etat

Information about review deadlines: Vous retrouverez l'entièreté des modalités de recours dans le document "Voies de recours" en annexe. A. Requête en annulation (Art. 14 des lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'État et arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État ; Art. 14, 23 et 24 de la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions). L'annulation de la décision peut être demandée en introduisant une requête au Conseil d'Etat dans les 60 jours à compter du lendemain du jour de l'envoi de la présente notification. La requête doit mentionner : 1° l'intitulé « Requête en annulation » (si elle ne contient pas en outre une demande en suspension – cf. ci-dessous, point B) ; 2° les nom, qualité et domicile ou siège de la partie requérante ainsi que le domicile élu visé à l'article 84, § 2, al. 1er, de l'arrêté du Régent précité ; 3° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens, c'est-à-dire les règles de droit qui ont été enfreintes par la décision et la manière dont elles l'ont été.; 4° les noms et adresse de la partie adverse. La partie requérante doit joindre à sa requête une copie de la décision contestée et, dans le cas où elle est une personne morale, une copie de ses statuts publiés et de ses statuts coordonnés en vigueur et, si elle n'est pas représentée par un avocat, de l'acte de désignation de ses organes ainsi que la preuve que l'organe habilité a décidé d'agir en justice. La requête doit contenir un inventaire des pièces, lesquelles doivent toutes être numérotées conformément à cet inventaire. A toute requête ou mémoire sont jointes trois copies certifiées conformes par le signataire. Ce nombre est augmenté d'autant d'exemplaires qu'il y a d'autres

parties en cause. Une copie de la requête doit être adressée en même temps à la partie adverse. B. Demande de suspension ou de mesures provisoires (Art. 17 des lois coordonnées précitées du 12 janvier 1973 et arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État ; Art. 15, 23 et 24 de la loi précitée du 17 juin 2013) L'envoi d'une requête en annulation n'entraîne pas la suspension des effets de la décision. C'est pourquoi il existe la possibilité de demander, en complément de l'annulation, la suspension de l'acte estimé irrégulier. La demande de suspension et/ou de mesures provisoires peut être introduite au Conseil d'Etat dans les 15 jours à compter du lendemain du jour de l'envoi de la présente notification ou de la prise de connaissance de l'acte selon le cas. Cette demande peut être introduite par un acte distinct ou en même temps que le recours en annulation, par un seul et même acte appelé requête unique. Outre les mentions qu'énumère l'article 2, §1er, 2° et 4°, et 2 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 (cf. ci-dessus, point A), la requête contient : 1° l'intitulé « demande de suspension » ou « demande de mesures provisoires », ou ces deux mentions, en plus, le cas échéant, de celle de « requête en annulation » (si requête unique) ; 2° l'indication de l'acte qui fait l'objet de la demande de suspension ; 3° le cas échéant, la référence du recours en annulation dont la demande est l'accessoire ; Bloc 2bis – Recours Conseil d'Etat uniquement - marchés publics (Loi du 17 juin 2016) 4° un exposé des faits qui, selon le requérant, justifie l'urgence de la suspension ou des mesures provisoires demandées ; 5° le cas échéant, la description des mesures provisoires sollicitées et un exposé des faits qui établit que les mesures provisoires sont nécessaires afin de préserver les intérêts de celui qui les demande ; 6° le cas échéant, le montant et les modalités de l'astreinte demandée en application de l'article 17, § 8, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Les articles 3 et 3bis de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 sont applicables (cf. ci-dessus, point A). En cas de requête unique, sont jointes neuf copies certifiées conformes par le signataire. Informations pratiques La requête et les demandes mentionnées ci-dessus peuvent être adressées au Conseil d'Etat : - par voie électronique à l'adresse <https://eproadmin.raadvst-consetat.be> ; - par lettre recommandée datée et signée, à l'adresse : Conseil d'État Greffe Section du Contentieux administratif Rue de la Science, 33 1040 Bruxelles Chaque requête /demande génère un droit de 200 euros (montant au 7 juin 2017), à payer au moyen d'un formulaire de virement qui sera envoyé après réception du recours. Le paiement n'est actuellement soumis à aucun délai et le paiement de la somme peut dès lors être effectué jusqu'à la clôture des débats.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: Service public de wallonie

Organisation providing offline access to the procurement documents: SPF Stratégie et Appui

Organisation receiving requests to participate: SPF Stratégie et Appui

Organisation processing tenders: Service public de wallonie

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: Service public de wallonie

Registration number: 0316381138_6681

Department: SPW-A2.00.06 - Direction opérationnelle de la Zone Centre

Postal address: Rue des Brigades d'Irlande, 2

Town: Wépion

Postcode: 5100

Country subdivision (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Country: Belgium

Email: wrong.email@email.be

Telephone: +32 81000000

Internet address: <http://www.wallonie.be>

Buyer profile: <https://www.publicprocurement.be/bda?organisationIds=6681&includeOrganisationChildren=true>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation processing tenders

8.1. ORG-0002

Official name: SPF Stratégie et Appui

Registration number: BE001

Postal address: Boulevard Simon Bolivar 30 Bte1

Town: Bruxelles

Postcode: 1000

Country subdivision (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Country: Belgium

Email: revise@publicprocurement.be

Telephone: +32 2 740 80 00

Internet address: <https://bosa.belgium.be>

Roles of this organisation:

TED eSender

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation receiving requests to participate

8.1. ORG-0003

Official name: Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Registration number: 0850.032.378

Town: Namur, rue Lucien Namèche 54

Postcode: 5000

Country subdivision (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Country: Belgium

Roles of this organisation:

Mediation organisation

8.1. ORG-0004

Official name: Conseil d'Etat

Registration number: 0931.814.266

Town: Bruxelles, rue de la Science 33

Postcode: 1040

Country subdivision (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Country: Belgium

Roles of this organisation:

Review organisation

Notice information

Notice identifier/version: ffd3dc3-3434-48e3-8cc8-86fbcdd0f3ca - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 24/07/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Notice dispatch date (eSender): 24/07/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 515765-2026

OJ S issue number: 142/2026

Publication date: 27/07/2026